

## THÉORIE DU DÉVELOPPEMENT CHRONIQUE

## Des solutions existent pour lutter contre le réchauffement

LE MONDE ECONOMIE | 21.04.08 | 17h09 • Mis à jour le 21.04.08 | 17h09

**L**E DOUTE n'est plus permis sur la réalité du réchauffement climatique et ses conséquences dramatiques. Les preuves de la trajectoire non soutenable de nos modèles énergétiques s'accumulent et marquent les esprits. En France comme ailleurs, une véritable prise de conscience sur la nécessité de réduire notre "empreinte écologique" est enfin à l'oeuvre.

Mais face à ce constat largement partagé, la communauté internationale tâtonne à la recherche de terrains d'entente, d'actions coordonnées. Car au fait, comment diable produit-on un "bien public mondial" (BPM) ? La recette reste à inventer. Gageons cependant que parmi ses ingrédients figureront des solutions techniques, des financements adaptés, le tout accompagné d'une bonne dose d'action collective globale. Mais l'alchimie ne prendra qu'à trois conditions préalables.

La première est de placer les pays du Sud au coeur des solutions déployées. Alors que la Chine est en passe de devenir le premier émetteur de gaz à effet de serre, toute initiative globale devra l'intégrer pleinement, ainsi que l'Inde, le Brésil et les autres pays émergents. Si ces derniers disposent d'un droit légitime à se développer, leur croissance économique, pour être durable, devra être plus sobre en carbone que le fut celle de nos pays.

Mais nous aurions tort de focaliser exclusivement notre attention sur les émergents. En effet la population africaine va plus que doubler d'ici à 2050, son niveau de vie progresser, et avec eux la consommation en carbone de tout un continent. Qui plus est, l'essentiel des réserves mondiales de biocarburants et du potentiel de stockage de carbone est situé dans les pays en développement. C'est donc maintenant qu'il convient de les encourager à des modes de production et de consommation plus propres.

Pour les en convaincre, il faudra que les pays du Nord, qui représentent moins du quart de la population mondiale et la moitié des émissions de CO<sub>2</sub>, adoptent une démarche exemplaire, et reconnaissent leur responsabilité dans les dégradations passées. Le "paquet européen" sur le climat, qui comporte un engagement de réduction des émissions de 20 %, est une bonne nouvelle. De même que les signaux envoyés par les Etats-Unis, qui semblent prêts à envisager des objectifs chiffrés.

Mais quels sont, concrètement, les mécanismes d'action collective dont nous disposons pour atténuer le changement climatique ?

Le premier consiste à soutenir les politiques publiques d'efficacité énergétique et de recours aux énergies renouvelables dans les pays du Sud. La mobilisation de l'échelon local autour de cette problématique planétaire dépendra de notre capacité à recentrer le débat sur des trajectoires énergétiques de long terme. De par sa capacité à appuyer des politiques publiques dans la durée, l'aide au développement se trouve au coeur de ce combat.

Ces nouveaux modèles énergétiques ne pourront voir le jour sans d'importants transferts technologiques. Car pour avoir un impact global, les technologies de pointe disponibles (énergie solaire à bas prix, stockage du CO<sub>2</sub>) et la maîtrise de la demande doivent être largement diffusées. Un accord a certes été signé à la conférence de Bali pour favoriser ces transferts. Mais il reste à trouver les

incitations qui encourageront la production et l'utilisation de ces technologies.

Enfin, les réponses devront se trouver du côté des incitations économiques. La réflexion actuelle sur les modes de financement des BPM n'offre que des réponses partielles. Or la protection du climat nécessite des ressources stables, prévisibles et pérennes. Pour préserver le "poumon de la planète" que sont les forêts d'Amazonie ou du bassin du Congo et concrétiser notre responsabilité commune à son égard, nous devons proposer des formes de rémunération de sa protection. Des projets de paiement pour service écologique rendu, qui existent localement, pourraient être mis en place à large échelle. Rétribuer, par un système de compensation, la "déforestation évitée" permettrait aux pays concernés de bénéficier de la valeur de leur capital naturel.

Les solutions concrètes ne manquent donc pas pour protéger notre climat. L'aide au développement, courroie de transmission de solutions techniques, mobilisatrice de financements et instrument d'action collective, peut être le vecteur de ces bonnes "recettes". Soyons sans illusions : il serait sans cela vain d'espérer atteindre des résultats face à l'immense pauvreté qui sévit dans les pays du Sud. Il n'y aura pas d'amélioration de l'environnement sans croissance, mais il n'y aura pas de croissance soutenable sans que les paradigmes environnementaux sous-jacents ne changent radicalement.

---

Jean-Michel Severino est directeur général de l'Agence française de développement, et membre fondateur du blog [www.ideespourledeveloppement.org](http://www.ideespourledeveloppement.org)

#### JEAN-MICHEL SEVERINO

Article paru dans l'édition du 22.04.08

---

## Le Monde.fr

» A la une » Archives » Examens » Météo » Emploi » Programme » Le Post.fr  
» Le Desk » Forums » Culture » Carnet » Shopping Télé » Talents.fr  
» Opinions » Blogs » Economie » Immobilier » Voyages » Newsletters » Sites du

Le Monde   
» Abonnez-vous au Monde à -60%

Abonnez-vous au Monde.fr - 6€ visitez Le Monde.fr

© Le Monde.fr | Fréquentation certifiée par l'OJD | CGV |